

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/17/education-sante-securite-ce-qu-il-faut-r...>

Le Monde avec AFP

12 min read

Education, santé, sécurité... Ce qu'il faut retenir de la conférence de presse d'Emmanuel Macron

- [Politique](#)
- [Emmanuel Macron](#)

Le chef de l'Etat a voulu fixer son cap, mardi soir devant les journalistes et ses ministres, et « dire le sens profond » de son action, avant le discours de politique générale du premier ministre, Gabriel Attal, souhaité le 30 janvier, devant le Parlement.



Devant une équipe gouvernementale quasiment au complet et de nombreux journalistes rassemblés dans la salle des fêtes de l'Élysée, le président de la République, Emmanuel Macron, a multiplié les annonces, mardi 16 janvier en soirée, pendant les deux heures et vingt minutes d'une conférence de presse diffusée à la télévision, pour promettre « *une France plus juste et plus forte* ».

Une semaine après la nomination d'un nouveau gouvernement, le chef de l'Etat a voulu fixer son cap, « *dire le sens profond* » de son action, avant que le premier ministre, Gabriel Attal, détaille sa feuille de route, le 30 janvier, devant le Parlement, lors de son discours de politique générale.

Emmanuel Macron a exhorté ses troupes à « *oser ce que nous n'osions même plus penser* », sans « *avoir peur de soulever certains mécontentements* ». « *Je suis convaincu* » que « *nos enfants vivront mieux demain, que nous ne vivons aujourd'hui* », a-t-il assuré.

Voici les différents points abordés par le chef de l'Etat.

Education et jeunesse

Emmanuel Macron a commencé sa conférence de presse en annonçant qu'il entendait réguler l'usage des écrans « *pour nos enfants* », sur la base d'un rapport d'experts qu'il a récemment réunis, en n'excluant pas qu'il y ait des « *interdictions* » et des « *restrictions* ».

Newsletter

[« Politique »](#)

[Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique](#)

[S'inscrire](#)

Il a également annoncé une série de mesures sur l'éducation, comme le doublement de l'enseignement de l'éducation civique dès la classe de 5^e et l'expérimentation de la tenue unique. Une centaine d'établissements scolaires volontaires seront concernés cette année, avant une généralisation en 2026 si les résultats sont concluants.

Emmanuel Macron s'est par ailleurs dit « *totalelement favorable à ce qu'on apprenne La Marseillaise au primaire* ». Il s'est également prononcé pour plus d'éducation culturelle et artistique, avec un accent mis sur le théâtre, et pour le rétablissement des cérémonies de remise des diplômes « *dès cette année* » au collège. Au lycée, le service national universel en seconde devrait être généralisé.

En pleine polémique sur les propos de sa nouvelle ministre de l'éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, sur « *les paquets d'heures pas sérieusement remplacées* » dans le public, le chef de l'Etat a assuré que son gouvernement allait « *continuer à s'attaquer avec force* » aux heures non remplacées à l'école.

Sécurité

Dix opérations « *place nette* » seront menées chaque semaine contre le trafic de drogue, « *dans toutes les catégories de ville* », avec l'objectif de restaurer « *l'ordre* ». Emmanuel Macron a également rappelé sa volonté de « *lutter contre les incivilités grâce à un doublement de la présence policière dans nos rues* » et il a dit vouloir lutter contre « *l'islam radical* », évoquant notamment la législation qui a permis de mettre fin « *au système des imams détachés* » depuis le 1^{er} janvier de cette année.

Famille

Le président de la République a également livré des annonces visant à relancer la natalité. Un nouveau « *congé de naissance* », « *mieux rémunéré et qui permettra aux deux parents d'être auprès de leur enfant pendant six mois* » va être créé, en remplacement du congé parental.

Emmanuel Macron a par ailleurs dévoilé le lancement d'un « *grand plan* » contre l'infertilité, qui était attendu et prévu par la loi bioéthique de 2021.

Pouvoir d'achat

Le chef de l'Etat a demandé à son gouvernement des mesures permettant de « *mieux gagner sa vie par le travail* », mais aussi évoqué des négociations dans certaines branches « *pour que la dynamique salariale soit au rendez-vous des efforts.* » Il a par ailleurs souhaité que les fonctionnaires soient davantage rémunérés « *au mérite* ».

Emmanuel Macron a aussi annoncé que la baisse d'impôts de 2 milliards d'euros qu'il envisage pour les classes moyennes aurait lieu dès 2025. Il a également affirmé que le prix de l'électricité allait « *revenir dans la norme* », tout en assurant qu'il resterait « *substantiellement inférieur* » à ce qui est payé par le consommateur chez nos voisins européens.

Santé

Pour « *mettre fin au scandale des déserts médicaux* », le président de la République a demandé la régularisation de « *nombre de médecins étrangers* ». Il s'est en revanche déclaré opposé à la régulation de l'installation des praticiens, estimant que « *la contrainte* » n'était pas « *la bonne solution* ».

Emmanuel Macron a par ailleurs défendu un doublement des franchises médicales, de 50 centimes d'euro à 1 euro, jugeant que cette hausse du reste à charge était une « *bonne mesure* » de responsabilisation des assurés sociaux.

Nucléaire

Le locataire de l'Élysée annoncera « *dès l'été les grands axes pour les huit prochains* » EPR – les réacteurs de nouvelle génération –, dans le cadre de la relance du nucléaire, après le lancement de six nouveaux EPR.

Le Rassemblement national

Alors que le Rassemblement national domine les sondages à six mois des élections européennes – elles se tiendront en juin –, Emmanuel Macron a accusé le mouvement de Marine Le Pen, présidé par Jordan Bardella, d'être le « *parti de l'appauvrissement collectif* » et « *du mensonge* », appelant également à « *s'attaquer à ce qui fait voter pour eux* ».

« *Lutter contre l'immigration clandestine, c'est, je pense, une des réponses au Rassemblement national* », a assuré le président de la République, mettant également en avant la lutte contre le « *chômage de masse* » et appelant à remédier au « *sentiment de dépossession* » que peuvent ressentir les Français.

L'affaire Oudéa-Castera et l'arrivée de Rachida Dati au gouvernement

Le chef de l'Etat a répondu aux critiques sur ses nouveaux ministres. Il a notamment défendu Amélie Oudéa-Castéra, qui a eu « *raison de s'excuser* » de son « *propos maladroit* » au sujet de la scolarisation de ses enfants dans le privé. Le président a récusé tout « *conflit* » entre école privée et école publique. Concernant la scolarisation des enfants, « *on ne juge pas les gens sur leurs choix individuels* », a-t-il dit.



Il a également défendu la nomination au ministère de la culture de Rachida Dati, venue de la droite, saluant « *son énergie, son talent, sa liberté* », malgré sa mise en examen dans une affaire de corruption présumée dans l'affaire Carlos Ghosn. « *Il n'y a pas de règles qui font qu'un ministre mis en examen devrait quitter le gouvernement* », a assuré Emmanuel Macron, estimant que « *la justice doit faire son travail avec sérénité* ».

Le chef de l'Etat a assuré qu'il n'avait pas parlé des prochaines élections municipales à Paris avec Rachida Dati.

Gérard Depardieu

Emmanuel Macron a affirmé n'avoir « *aucun regret* » pour avoir défendu la présomption d'innocence de Gérard Depardieu, mis en examen pour « *viols* » et visé par plusieurs

plaintes, tout en regrettant de ne « *pas avoir assez dit combien la parole des femmes* » victimes de violences « *est importante* ».

La guerre Israël-Hamas

Emmanuel Macron a également abordé les questions internationales, estimant que la poursuite par Israël d'opérations pas suffisamment ciblées à Gaza constituait « *un risque dans la durée pour la sécurité* » du pays. « *Nous allons poursuivre les initiatives diplomatiques, les résolutions, les discussions pour appeler un cessez-le-feu et je vais poursuivre le contact bilatéral pour essayer de l'obtenir de manière très concrète* », a-t-il précisé.

Le président de la République a également annoncé que Paris avait « *décidé de ne pas se joindre* » aux frappes de la coalition américano-britannique contre les houthistes au Yémen une « *pour éviter toute escalade* ».

En outre, Emmanuel Macron a annoncé l'organisation, le 7 février, d'un hommage aux victimes de l'attaque du mouvement palestinien Hamas en Israël, perpétré le 7 octobre 2023, rappelant que la France avait « *perdu 41 de ses enfants* » dans cet assaut inédit, et qu'elle avait « *encore trois otages* » dans la bande de Gaza.

La guerre en Ukraine

Enfin, le chef de l'Etat a dit qu'il se rendrait « *en février* » en Ukraine et que la France allait livrer à ce pays quarante nouveaux missiles de longue portée Scalp et « *des centaines de bombes* » pour continuer à résister aux attaques russes.

La France et l'Union européenne « *auront à prendre des décisions nouvelles dans les semaines et les mois qui viennent, précisément pour ne pas laisser la Russie gagner* », a-t-il ajouté. « *La sécurité même de l'Europe et de tout le voisinage russe serait remise en cause* », a averti Emmanuel Macron.

Le Monde avec AFP

[Contribuer](#)